



L'Iran, vainqueur d'une partie de poker marathon

JULIEN TOURREILLE

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

La reprise des discussions entre l'Iran et le Groupe des 5+1 ne change en rien une tendance de fond. Téhéran maîtrisera plus tôt que tard la technologie nucléaire. Les effets déstabilisateurs d'une telle perspective ne sont pas inévitables. Ils mettent cependant en évidence l'enjeu majeur des négociations qui vont avoir lieu. Il s'agit pour les États-Unis et leurs alliés de s'assurer que l'Iran, doté d'une capacité nucléaire critique, devienne un acteur international responsable, à l'instar du Japon. L'échec serait que Téhéran suive la voie de Pyongyang, celle de l'isolement et de l'affrontement sporadique.

1. Un mois de septembre chargé

Le mois de septembre fut riche en développements dans le dossier du nucléaire iranien. Un bref récapitulatif est nécessaire¹. Au début du mois, Barack Obama annonçait l'abandon du déploiement des composantes installées en Pologne et en République Tchèque du bouclier anti-missile voulu par l'administration Bush. Le 23, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il réitérait son appel au désarmement nucléaire tout en enjoignant l'Iran et la Corée du Nord de respecter leurs obligations internationales. En marge de cet événement annuel, le président russe manifestait l'intention de la Russie de considérer la mise en place éventuelle de nouvelles sanctions contre Téhéran. Le 25, la tension atteignait son apogée. Flanqué du Premier ministre britannique et du président français, Barack Obama dévoilait l'existence d'une installation iranienne secrète d'enrichissement d'uranium près de la ville sainte de Qom. Le 27, l'Iran testait des missiles de courte et moyenne portée et le président Ahmadinejad continuait d'affirmer son souhait de voir Israël disparaître et de nier l'Holocauste. Le 1^{er} octobre, le Groupe des 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) et l'Iran se rencontraient à Genève. Ces premières discussions depuis 16 mois ont permis d'apaiser la situation.

La rencontre du 1^{er} octobre s'est soldée par des avancées non négligeables. Tout d'abord, les Américains ont activement participé aux négociations. Le sous-secrétaire d'État américain, Nicholas Burns a ainsi eu une rencontre bilatérale avec les représentants iraniens. C'était la première fois depuis la révolution iranienne de 1979 que des officiels américains et iraniens de si haut niveau dialoguaient directement. Ensuite, Téhéran a accepté que les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), l'organe des Nations Unies chargé de promouvoir

le développement pacifique et sûr de l'énergie nucléaire, puissent visiter l'usine de Qom. Téhéran s'est également engagé à transférer une partie de l'uranium déjà enrichi vers un autre pays, en l'occurrence la Russie, afin que celui-ci soit transformé en carburantⁱⁱ. Enfin, le Groupe des 5+1 et l'Iran se sont engagés à se rencontrer de nouveau d'ici à la fin octobre.

Les discussions du 1^{er} octobre ont certainement permis de dissiper, au moins temporairement, les risques d'escalade en donnant une chance supplémentaire à la diplomatie. Elles ont également démontré le sérieux de l'administration Obama dans sa volonté de négociation avec Téhéran. Pour autant, la situation n'a pas radicalement changé et l'Iran apparaît même plus que jamais proche du statut de puissance nucléaire. Les intérêts des parties en jeu dans ce dossier sont en effet trop divergents pour qu'une issue différente puisse aujourd'hui être envisagée.

2. Des acteurs aux intérêts divergents

Depuis le début des tensions avec l'Iran au sujet de ses ambitions nucléaires, l'objectif des États-Unis et de leurs alliés proches dans ce dossier (Royaume-Uni, France, Allemagne, Israël) est d'arrêter, ou du moins de limiter, les progrès iraniens dans la maîtrise de la technologie nucléaire. Ils soupçonnent en effet que sous couvert d'un programme civil, Téhéran souhaite se doter des capacités de produire une arme nucléaire. Ces soupçons ne peuvent être que renforcés par l'existence de l'usine de Qom. En effet, cette installation n'est probablement qu'une composante d'un programme parallèle plus vaste, connu dans les agences de renseignement occidentales sous le nom de « Projet Sel Vert » (*Green Salt Project*). Cette appellation fait référence à un produit intermédiaire résultant de l'enrichissement de l'uranium qui peut servir, s'il est davantage enrichi, à la fabrication d'une armeⁱⁱⁱ.

Les objectifs iraniens sont sans surprise nettement différents. Alors que les États-Unis et les Européens attendent de l'Iran qu'il cesse le développement de sa technologie d'enrichissement de l'uranium, Téhéran affirme son droit, en vertu des règles du traité de non-prolifération (TNP), à maîtriser un tel procédé à des fins civiles. L'argumentaire iranien est en la matière fondé et habile. Les États signataires du TNP peuvent en effet développer ce type de technologie sous le contrôle étroit de l'AIEA^{iv}. Or, une grande partie des tensions entre l'Iran et l'AIEA, et le fondement des sanctions déjà adoptées par le Conseil de sécurité, relèvent du non-respect de cette obligation de transparence et de coopération. Le jeu de Téhéran dans les discussions qui vont avoir lieu sera donc de centrer les négociations sur cette question de transparence et de coopération. Si Téhéran donne suffisamment de garanties en la matière, le jeu du chat et de la souris avec les inspecteurs de l'AIEA pourra certes se poursuivre, mais il n'y aura pas de base juridique à de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iran.

Membres permanents du Conseil, la Russie et la Chine adhèrent à ce raisonnement. Moscou et Pékin ne sont cependant pas simplement des alliés de Téhéran dans la bataille juridique. Ce sont surtout des partenaires politiques et stratégiques. La Russie est le principal partenaire scientifique et technique de l'Iran dans le développement de son programme nucléaire. Téhéran est également un acheteur important d'armes russes. La Chine entretient quant à elle des relations commerciales majeures avec l'Iran. 15 % de ses importations de pétrole en proviennent et elle exporte vers l'Iran une grande partie du pétrole raffiné qu'il consomme^v. La Russie et la Chine sont également des compétiteurs sur le marché de l'armement iranien, rendant fort hypothétique leur

participation à un effort international pour isoler l'Iran. Par exemple, la Russie s'est engagée il y a deux ans à fournir à Téhéran des systèmes sophistiqués de missiles anti-aériens. Sous la pression internationale, Moscou n'a pas encore honoré cette promesse. Or, la Chine a récemment proposé à Téhéran de lui livrer sa version de ces systèmes, à moindre coût^{vi}.

Un dernier acteur a des intérêts majeurs dans le dossier du nucléaire iranien : Israël. Le gouvernement de l'État hébreu, aidé par le discours belliqueux d'Ahmadinejad, considère que le nucléaire iranien constitue une menace existentielle. Israël pourrait être tenté de mener une attaque préventive contre les installations iraniennes, comme il l'avait fait en 1981 contre l'Irak et en septembre 2007 contre la Syrie. Une telle opération apparaît cependant peu probable. L'aviation israélienne n'est pas techniquement en mesure de la mener. Ses résultats ne seraient que modestes : le programme nucléaire iranien ne serait retardé que de quelques mois et surtout le savoir faire technologique ne serait pas nécessairement détruit. Au-delà, l'incertitude quant aux intentions israéliennes constitue un véritable casse-tête pour les États-Unis pour trois raisons. Premièrement, aussi longtemps que le gouvernement de l'État hébreu considérera l'Iran comme la menace principale, il ne sera pas enclin à faire avancer les négociations dans un conflit israélo-palestinien qui ne lui apparaît que secondaire. Deuxièmement, advenant une attaque israélienne, les États-Unis seront immanquablement perçus comme des alliés ou à tout le moins comme des complices tacites. Troisièmement, les intérêts américains seraient les premiers visés par la réplique iranienne, que ce soient les soldats en Afghanistan ou en Irak, ou encore la marine de guerre qui croise dans le Golfe persique et qui assure l'approvisionnement mondial en pétrole.

3. Deux hypothèses de court terme, deux scénarios pour le long terme

Quels sont donc les développements envisageables dans les mois à venir ? Une première hypothèse doit être écartée. C'est celle de dissensions au sein du régime iranien qui se traduirait par une attitude plus conciliante et docile de Téhéran. Les Iraniens dans leur grande majorité revendiquent leur droit à la technologie nucléaire. Ils sont assez habiles pour jouer des règles internationales et de leurs partenariats stratégiques pour l'obtenir et disposer des capacités à développer un programme militaire. De plus, bien que discrédité par le déroulement du scrutin du 12 juin dernier, le pouvoir d'Ahmadinejad et l'emprise des radicaux sur le régime ne sont pas affaiblis. Les Gardes de la Révolution continuent d'accaparer les rênes du pouvoir politique, économique et sécuritaire à Téhéran^{vii}. S'il reste incapable de résoudre les problèmes quotidiens, en particulier économiques, des Iraniens, Ahmadinejad est parvenu à maîtriser et briser une opposition qui est aujourd'hui sous contrôle. Par ailleurs, en jouant habilement la carte des négociations dans le dossier nucléaire, le régime peut parvenir à gagner du temps pour renforcer sa crédibilité et sa légitimité à l'interne. Il sera alors plus enclin à négocier et à faire des concessions, une perspective qui pourrait être rassurante pour les Occidentaux.

Une seconde hypothèse ne doit pas être totalement exclue, même si elle est peu probable. C'est celle d'une intervention armée contre les installations nucléaire iraniennes. Comme l'administration Bush, celle de Barack Obama fait pression sur Israël pour éviter qu'il ne s'engage dans une telle opération tant les coûts seraient disproportionnés vis-à-vis des résultats. Il n'empêche que des opérations plus clandestines destinées à ralentir les avancées iraniennes restent possibles.

À plus long terme, deux scénarios se dessinent. Malgré une implication plus grande des États-Unis dans les négociations, l'Iran disposera plus tôt que tard d'une capacité nucléaire critique, dite de « seuil ». Ceci signifie que même si le programme iranien n'a que des visées civiles, comme Téhéran l'affirme depuis sept ans, sa maturité et sa maîtrise seront telles que l'Iran pourra décider de produire des armes nucléaires dans un délai relativement court. À partir de là, il existe deux possibilités. Soit l'Iran, à l'instar du Japon, se contente de cette capacité de « seuil ». L'Iran l'utilise alors pour devenir un acteur régional incontournable, voire même responsable. Soit Téhéran prend la voie de la Corée du Nord en continuant à provoquer la communauté internationale et en démontrant le plus rapidement possible son potentiel nucléaire militaire. Le régime assure ainsi sa survie au prix d'un isolement grandissant du pays et du bien-être de sa population. Alors que la personnalité d'Ahmadinejad peut laisser craindre la réalisation de ce second scénario, tout l'enjeu pour la diplomatie américaine et européenne est d'accompagner l'Iran vers le premier scénario.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

ⁱ Joseph Wood, « America, Europe, Iran, and Physics », *The German Marshall Fund of the United States Policy Brief*, 1^{er} octobre 2009.

ⁱⁱ Gregory Schulte, « How to Manage a Nuclear Iran », *Foreign Policy*, 8 octobre 2009.

ⁱⁱⁱ William Broad et David Sanger, « Iran's Statement May Offer Window in Nuclear Efforts », *The New York Times*, 1^{er} octobre 2009.

^{iv} Gregory Schulte, « How to Manage a Nuclear Iran », *Foreign Policy*, 8 octobre 2009.

^v Blake Hounshell, « Obama's Iran Trap », *Foreign Policy*, 28 septembre 2009.

^{vi} Christian Caryl, « The Other Ticking Clock in Iran », *Foreign Policy*, 2 octobre 2009.

^{vii} Geneive Abdo, « The Rise of the Iranian Dictatorship », *Foreign Policy*, 7 octobre 2009.